

# Atlas de l'Égypte contemporaine

Jamie FURNISS

En 2020, le CEDEJ, UMIFRE implantée au Caire depuis 1968, publie un *Atlas de l'Égypte contemporaine*. Cet ouvrage, étonnement le premier en son genre, présente les contributions de plusieurs chercheur-e-s, notamment celles/ceux accueilli-e-s au CEDEJ ces dernières années. Il donne un aperçu des travaux actuels sur l'Égypte, toutes disciplines de sciences humaines et sociales confondues – et pas uniquement en géographie. Les documents accompagnant les articles n'ont donc pas tous une dimension spatiale.

En binôme avec le géographe Pierre Desvaux, nous avons publié deux articles dans l'Atlas : le premier, dans la rubrique « Le Grand Caire », sur le système de ramassage des déchets de la capitale égyptienne ; l'autre, dans la rubrique « Environnement et économie », sur l'économie de recyclage au Caire. Ces travaux sont le fruit de longs terrains individuels et conjoints, menés entre 2009 et 2016. En 2009, nous avons, pour la première fois, travaillé ensemble sur le terrain égyptien. Puis, entre 2014 et 2016, nous avons effectué plusieurs terrains successifs, visant à retracer et décrire les différents maillons de la chaîne de valeur de plusieurs filières de recyclage. Ces recherches ont contribué à l'exposition « Vies d'ordures » en 2017, au Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MUCEM) à Marseille. J'étais alors responsable des enquêtes de

terrain pour le pavillon Égypte de l'exposition, l'un des trois sites phares de l'exposition.

\* \* \*

في سنة 2020 قام مركز الدراسات و الوثائق الاقتصادية القانونية والاجتماعية، الذي أنشئ في القاهرة منذ سنة 1968، بنشر أطلس مصر المعاصرة. يقدم هذا العمل، الأول من نوعه وبشكل بارع، مساهمات العديد من الباحثين و الباحثات خصوصا أولئك الذين استضافهم المركز في السنوات الأخيرة كما يبرز لمححة عامة عن العمل الحالي في مصر وذلك في جميع تخصصات العلوم الإنسانية والاجتماعية - وليس فقط الجغرافيا ولذلك فإن الوثائق المصاحبة للمقالات ليس لها بعد مكاني بحت.

بالتعاون مع السيد بيير ديسفو المختص في الجغرافيا نشرنا مقالتين في الأطلس : الأولى في قسم « القاهرة الكبرى » حول نظام جمع النفايات في العاصمة المصرية والأخرى، حول « البيئة والاقتصاد » واقتصاد الرسكلة بالقاهرة. تشكل هذه الأعمال ثمرة مشاريع فردية ومشاركة ولمدة طويلة تم تنفيذها بين سنتي 2009 و 2016. في سنة 2009 وللمرة الأولى عملنا معاً على البحوث الميدانية المصرية ثم بين سنتي 2014 و 2016 إهتمنا بعديد المجالات بصفة متتالية بهدف تتبع ووصف العلاقات المختلفة التي تحكم سلسلة القيم والمعايير للعديد من قطاعات الرسكلة. ساهم هذا البحث في عرض ما أطلقنا عليه بـ «حياة القمامة» وذلك سنة 2017 في متحف الحضارات في أوروبا والبحر الأبيض المتوسط (MUCEM) في مرسيليا وقد كنت مسؤولاً عن البحوث الميدانية الخاصة بجناح مصر في المعرض والذي مثل أحد المواقع الرئيسية الثلاثة للمعرض.

\* \* \*

In 2020, the CEDEJ, UMIFRE established in Cairo since 1968, published an *Atlas of contemporary Egypt*. This work, surprisingly the first of its kind, presents the contributions of several researchers, in particular those hosted at CEDEJ in recent years. It provides an overview of current work on Egypt, across all the subjects of the humanities and social sciences-not just Geography. The documents accompanying the articles therefore do not all have a spatial dimension.

In tandem with geographer Pierre Desvaux, we published two articles in the Atlas: the first, in the “Greater Cairo” section, is about the waste collection system in the Egyptian capital; the other one, in the “Environment and Economy” section, deals with the recycling economy in Cairo. This work is the fruit of long fieldwork, both individual and collective, carried out between 2009 and 2016. In 2009, we worked together for the first time. Then, between 2014 and 2016, we carried out several successive pieces of fieldwork, aiming to trace and describe the various links in the value chain of several recycling sectors. This research contributed to the “Live of Garbage” exhibition in 2017 at the MUCEM (Museum of Civilizations in Europe and the Mediterranean) in Marseille. I was in charge of field research for the Egypt pavilion, one of the three flagship sites of the exhibition.

## La collecte des déchets au Caire

Dans le premier article, nous rappelons que, depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, les déchets ménagers et commerciaux du Caire sont ramassés de porte-à-porte par les *zabbâlîn* (« chiffonniers »), suivant des parcours et des découpages territoriaux héréditaires. Acteurs du secteur « informel », les *zabbâlîn* privilégient les quartiers aisés et travaillent aussi avec des entreprises, sources des déchets les plus rentables. Leur modèle économique consiste à élever des cochons sur les déchets organiques, à trier et revendre les matières premières recyclées (plastique, carton, cannette, verre). Il dépend donc grandement de la valeur de ces déchets, en tant que matières recyclables.

Le rôle des *zabbâlîn* a fortement évolué depuis les années 1980 en raison de plusieurs facteurs : la croissance et la complexification de leurs activités de recyclage (broyage, lavage et extrudage du plastique) ; l'abattage, en 2009, de leur cheptel de cochons élevés sur les déchets organiques dans des enclos appelés *zarâye* ; les recompositions provoquées par l'arrivée d'entreprises étrangères de gestion des déchets dans les années 2000.

Depuis les années 1970, avec les premières actions humanitaires de Sœur Emmanuelle dans les bidonvilles des chiffonniers, les *zabbâlîn* font l'objet de nombreux projets de la part d'acteurs du développement. Ceux-ci ont souvent mis l'accent sur les très hauts taux de recyclage et sur le fait que les *zabbâlîn* fournissent un service sophistiqué à très faible coût. Les autorités étatiques, pour leur part, considèrent que les *zabbâlîn* véhiculent une image peu flatteuse de l'Égypte et de ses conditions sanitaires. La charrette à âne utilisée par les *zabbâlîn*, dont l'usage a été interdit à

de nombreuses reprises (sans effet), est emblématique de ce débat. Ce mode de transport est désormais minoritaire face aux *pickups customisés*. Malgré l'importance indéniable des *zabbâlîn*, le système de gestion des déchets au Caire ne se résume pas à ces seuls acteurs.

pauvres et les déchets sans valeur commerciale. Peu préparées aux réalités urbaines et sociales égyptiennes, deux d'entre elles ont rompu prématurément leur contrat. La société espagnole ENSER déclenche une polémique en apposant sur ses bennes le logo de



Photos 1 et 2 : *Zabbal*. La charrette à âne utilisée par les *zabbâlîn*, dont l'usage a été interdit à de nombreuses reprises (sans effet), est emblématique, mais ce mode de transport est désormais minoritaire face aux *pickups customisés*. © Jamie Furniss.

Au début des années 2000, l'État égyptien signe une série de contrats d'une durée de 15 ans avec des entreprises privées de gestion des déchets. Ces sociétés sous contrat de délégation, rémunérées grâce à une taxe sur les factures d'électricité, se concentrent sur les espaces publics, les quartiers

la ville du Caire avec des minarets : elle fut obligée de gommer cette représentation associant un lieu de prières aux ordures.

Avec la mise en place de ce système de délégation, certains *zabbâlîn* travaillent en sous-traitance pour ces entreprises internationales, progressivement

remplacées par des entreprises nationales. Ils assurent la collecte et rapportent les déchets dans leurs quartiers pour y extraire les matières recyclables, puis ils déposent le surplus non recyclé dans les points de transfert gérés par l'entreprise.

## L'économie de recyclage

En 2012, la production quotidienne de déchets municipaux solides (entreprises et ménages) pour le Grand Caire est estimée à environ 23 000 tonnes, dont près des deux-tiers serait ramassé. Les taux de valorisation des matières recyclables par les entreprises délégataires n'excèdent pas 10 à 15%. Ces chiffres, ainsi que les amoncellements visibles de déchets en ville, donnent l'impression d'une prise en charge insuffisante et d'une « crise continue ».

Ce portrait doit toutefois être nuancé à la lumière des volumes de déchets produits et des taux de valorisation par le secteur « informel ». En effet, la production de déchets par habitant en Égypte, environ 300 kg/hab/an, est plutôt faible comparée aux pays développés - les pays de l'Europe de l'Ouest produisent, en moyenne, 600 kg/hab/an. Qui plus est, les taux correspondants à la valorisation des déchets mise en place par les gouvernements locaux et les entreprises privées formelles ne permettent pas d'expliquer les nombreuses pratiques de récupération, réemploi et recyclage que l'on peut observer dans tout le pays et plus particulièrement au Caire.

Dans notre deuxième article, nous montrons que ces pratiques relèvent d'initiatives privées et sont portées par une multiplicité d'acteurs parmi laquelle deux grands ensembles se distinguent : les *zabbâlîn* et les ramasseurs d'encombrants (*bekkia*). Tous deux intéressés par les déchets ménagers, ils sont organisés

autour des réseaux mis en place par leur communauté respective. Les déchets issus des activités industrielles, pour leur part, sont traités à proximité des zones de production, comme dans le quartier de Shubra el-Kheima ou dans la ville nouvelle du 6 Octobre.

Les filières de valorisation traditionnelles concernent principalement les déchets organiques qui servent à nourrir les élevages de cochons mais également les chiffons ou encore les os, permettant de fabriquer de la colle, par exemple. Ces filières de valorisation tendent à disparaître pour plusieurs raisons. D'abord, l'évolution des modes de consommation des Cairotes génère des déchets différents. La part des produits manufacturés, et notamment des emballages (et donc du plastique, du carton et de l'aluminium), tend ainsi à augmenter même si les déchets organiques représentent toujours la grande majorité des déchets récupérés (56%). En conséquence, les moyens techniques affectés à la valorisation des déchets se sont adaptés et permettent aujourd'hui de traiter les différentes matières issues du gisement. Les machines de recyclage que l'on trouve dans les ateliers de Manshyet Nasser (plus gros quartier de la communauté des *zabbâlîn*) ont d'abord été importées d'Asie de l'Est (Chine, Taïwan par exemple) avant qu'un savoir-faire local ne se développe. Les réparateurs ont progressivement acquis une expertise autour de l'entretien de ces machines aboutissant à l'émergence d'ateliers de conception et de fabrication. Ces machines *Made in Egypt* sont désormais exportées depuis l'Égypte, vers des pays arabophones avoisinants (Libye, Soudan par exemple). Non seulement moins chères, elles ont aussi subi des modifications qui les rendent plus facilement réparables et mieux adaptées au contexte local que les machines d'origines.

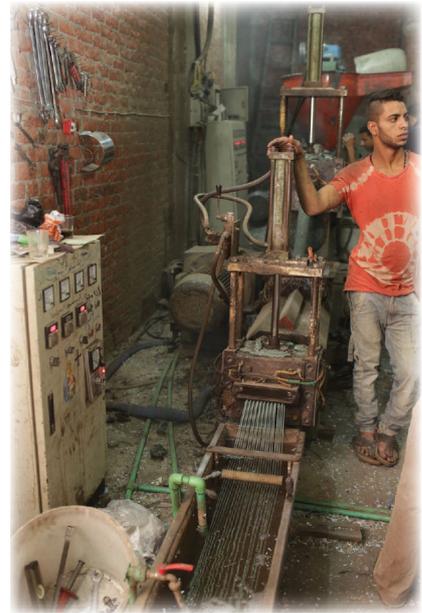


Photo 3 : Extrudeur. Des machines de recyclage *Made in Egypt* sont exportées vers des pays arabophones avoisinants.  
© Jamie Furniss.

La vente de plastique recyclé en Chine à partir des années 2000 a largement reconfiguré l'économie des *zabbâlîn*. Ce trafic a été entravé par des taxes à l'export du côté égyptien pour être ensuite complètement arrêté, en janvier 2018. En effet, la Chine établit de nouvelles réglementations à l'importation de matières premières secondaires exigeant des seuils de pureté extrêmement élevés, afin de favoriser le recyclage domestique en Chine.

Le ramassage des encombrants relève d'un ensemble d'acteurs rassemblé sous le terme de *bekkia*, en référence aux acheteurs ambulants d'objets et de matériels dont les propriétaires souhaitent se débarrasser. Cette activité débouche sur deux circuits principaux pour la valorisation de ces déchets : d'une part, les filières de réparation et de réemploi et d'autre part, les filières de recyclage, distinctes des ateliers des *zabbâlîn* car les matières concernées sont différentes.

Les objets récoltés sont ainsi amenés dans des quartiers comme celui d'Ezbet Abu-Hashish où



Photo 4 : *Bekkia*. Le ramassage des encombrants (*bekkia*) relève d'un ensemble d'acheteurs ambulants. © Jamie Furniss.

Nous montrons ainsi, à travers ces articles, que le système de gestion des déchets au Caire inclut une grande diversité d'acteurs, d'infrastructures et de sites. Nous essayons de démontrer de quelle façon les nouveaux modes de gestion des déchets témoignent de changements néolibéraux dans la conception du rôle et des attributs de l'État, tout en essayant de complexifier le récit sur la « privatisation » de la collecte des déchets au Caire. L'appropriation du travail historique des *zabbâlîn* par des entreprises sous contrat de délégation est plus complexe qu'une simple « privatisation » s'inspirant des principes de gouvernance néolibérale prônés par les bailleurs de fonds internationaux. Nous tentons également de mettre en lumière le dynamisme des économies informelles de recyclage, qui, selon nous, complexifie le récit concernant le recyclage et dément les représentations communes à l'égard de la circulation transnationale des déchets et la sévérité du problème des déchets dans les pays où la prise en charge publique est lacunaire.

sont effectuées les opérations de tri et de démontage, avant d'être redirigés vers des espaces de revente comme le Souq el-Gomaa, pour la réparation et la revente, ou vers des quartiers dédiés au recyclage comme celui d'Abu Zaabel. Le souq el-Gomaa (littéralement « le marché du vendredi ») est un espace de

revente d'objets de seconde main organisé autour d'une multiplicité d'ateliers se spécialisant dans un domaine particulier (électronique, électricité, électroménager, mobilier, antiquités, *etc.*) qui n'est pas sans rappeler les puces françaises à la différence qu'y prennent place des activités de réparation.



Photo 5 : *Souq el-Gomaa*. Le marché du vendredi du Caire, adossé à des cimetières, est un des lieux de revente d'objets d'occasion collectés par les ramasseurs de *bekkia*. © Jamie Furniss.